



NIGER ET SOUVERAINETÉ RETROUVÉE : VERS UNE CONFÉDÉRATION INTERDEPENDANTE AFRICAINE

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO

Directeur, Afrocentricity Think Tank

yemaizo@afrocentricity.info

18 août 2023

Les sanctions et les vellétés de guerre illégitime de la CEDEAO contre le Peuple du Niger a paradoxalement conduit à l'émergence d'une forme agile de Coalition d'Etats interdépendants en Afrique pour contrer des décisions illégales du Président du Nigeria en exercice de la CEDEAO, Bola Tinubu, de sanctionner le Niger et son Peuple tout en préparant une guerre de procuration en Afrique.

Or, s'il faut mettre l'accent sur l'histoire du mode d'accession au pouvoir et l'obtention des richesses des présidents membres de la CEDEAO, la condamnation des parties prenantes africaines notamment la société civile et les Diasporas demeurent unanimes : les chefs d'Etat de la CEDEAO ne représentent pas leur peuple respectif. On ne peut décider d'entrer en « guerre » en « attente » alors que depuis que les terroristes-djihadistes et non-djihadistes sèment la zizanie au Sahel, la CEDEAO de la défense a brillé par son absence.

Il a fallu un coup d'Etat au Niger qui engage la survie énergétique de la France pour que tout se précipite, vraisemblablement sans véritable préparation basée sur la sagesse africaine. Alors, sanctions, injonctions, résistances, provocations, et finalement rétropédalages, puis un consensus africain pour rejeter la guerre contre le Peuple du Niger, pays enclavé. Mais où est passée la volonté des dirigeants africains de se battre d'abord pour leur souveraineté ?

1. UNE GUERRE, POUR FAIRE ÉMERGER UNE SOUVERAINETÉ AFRICAINE, NE SE PERD PAS !

Les crises au Sahel et plus particulièrement celle actuellement au Niger sont fondées sur le refus de souveraineté des pays africains par les pays occidentaux, notamment ceux présents dans ces pays dans le cadre d'un échange inégal. La validation d'une certaine démocratie fondée sur des coups d'Etat militaires sont rejetés alors que la démocratie fondée sur des coups d'Etat constitutionnels ne semblent pas poser de problèmes à un groupe de chefs d'Etat en Afrique de l'Ouest.

Ces mêmes chefs d'Etat membres de la CEDEAO, après avoir exclu le Mali, le Burkina-Faso, la Guinée et récemment le Niger, sur la base d'une absence de « contrôle » de la transition politique de fait, comment convaincre les pays non sollicités de quitter pacifiquement ces pays et d'établir des relations commerciales gagnant-gagnant ? Pourtant, aucune disposition officielle des textes de la CEDEAO ne permet d'entrer en guerre contre son voisin ?

Il est vrai qu'aucune disposition officielle des textes de la CEDEAO n'exige de condamner un coup d'Etat institutionnel, au contraire. Il faut voler au secours d'un « frère » président en difficulté... Alors la CEDEAO, toujours un syndicat des chefs d'Etat ou une institution au service du Peuple africain ?

La réponse ne dépend que du positionnement de chacun quant à la souveraineté programmée de l'Afrique réunifiée :

- soit chacun se considère comme un patriote panafricain ;
- soit chacun épouse le boubou d'un traître dès lors qu'il ou elle considère qu'il faille défendre les intérêts du Peuple africains avant ceux des intérêts étrangers.



Mais « America First », ou « France d'abord » est incompatible avec « Africa first ou les Africains d'abord ». That is the question !!! Alors sans alliance en termes de rapport de force, aucune guerre de souveraineté ne peut se gagner. Alors, il faut convaincre les Africains d'accepter un retour à la situation d'avant, voire même à leur faire croire qu'il n'y a pas d'alternative à subordination aux puissances usurpatrices des richesses africaines.

Il est important de noter que la question de la souveraineté des pays africains n'est complexe que pour les pays qui se sont ancrés dans la néocolonisation. Pourtant pour un pays comme les Etats-Unis ou la France, la souveraineté est un acquis. L'Histoire nous rappelle que cette souveraineté a consisté à sortir tous envahisseurs, y compris les ennemis intérieurs du jeu politique et économique. Or, pour l'Afrique, cette lutte de souveraineté est taboue, ou tout simplement interdite.

2. VERS L'INTERDÉPENDANCE AFRICAINE : LA FIN DES CONTRATS LÉONINS DE COMMERCE POLITICIEN

Autre considération, aucun des pays présents en Afrique avec une présence militaire héritée d'accords de défense opaques et léonins, ne veut quitter l'Afrique. Que ce soit les Etats-Unis ou la France. La Chine et la Russie ont opté pour un système de paiement de leurs échanges avec l'Afrique. Les conditions demeurent non transparentes, et de nombreux dirigeants africains ont une aversion pour la transparence des comptes publics. De nombreuses entreprises multinationales en profitent pour s'accaparer des espaces territoriaux d'extraction des richesses africaines sans aucun contrôle possible et effectif par les Etats ou les citoyens.

Or, certains chefs d'Etat africains se sont spécialisés dans un commerce politicien de type gagnant-gagnant. Ce contrat de commerce politicien a pour objectif de se maintenir au pouvoir avec ou sans coup d'Etat, -militaires ou constitutionnels-, avec en contrepartie, un engagement à vendre une grande partie de la richesse africaine à ces partenaires étrangers de préférence. Ces derniers refusent de laisser les populations s'organiser pour se choisir leurs propres dirigeants. Autrement dit, il s'agit tout simplement d'organiser subtilement une ingérence dans les affaires internes du Peuple africain afin de transformer la démocratie en une démocraturation, tout en abreuvant les médias politiquement correct de justificatifs de rupture démocratie dès lors que celui qui est au pouvoir en Afrique se voit confier la mission de défendre en priorité les intérêts étrangers, et surtout de ceux qui l'ont « aidé », voire « imposé » pour prendre le pouvoir par la voie de coups d'Etat militaires ou constitutionnels ou les deux afin de perdurer au pouvoir dès lors que l'on change le personnage. La réalité est qu'une grande partie du peuple africain et des militaires africains ne voyaient pas les enjeux.

Une nouvelle donne est en marche. Elle conduit les populations, les militaires et une certaine Diaspora africaine à s'organiser pour trouver des partenaires fiables pour retrouver un processus conduisant à une souveraineté retrouvée tant au plan national qu'au plan régional. Il ne s'agit plus de l'Union africaine, mais bien de l'interdépendance africaine. La dernière notion ne peut réunir que ceux des Africains qui ne sont pas traités envers le Peuple africain et ont un objectif commun de souveraineté retrouvée. On n'est plus dans une logique de dépendance sous-traitée à quelques dirigeants africains traités, mais bien dans une logique de dignité retrouvée à la lumière de la Maât des ancêtres noirs africains.

Alors pour équilibrer ce rapport de force asymétrique, les pays africains concernés n'ont pas d'autres choix que la « servitude empreinte de condescendance » ou alors « une lutte de souveraineté qui conduit à une indépendance totale » au service des Peuples africains.

C'est en filigrane la fin de l'Union africaine où le budget provient de l'extérieur. Les pays qui choisissent de s'organiser ensemble pour le retour de leur souveraineté respectives et collective doivent opter pour



un nouveau concept : l'interdépendance africaine. Il s'agit de mettre fin à des contrats léonins de commerce politicien signés par des chefs d'Etat pour défendre les intérêts étrangers avant les intérêts des Africains. Autrement dit, « *Africa First* ». D'ailleurs, les Etats-Unis ne s'en plaignent pas, dès lors que l'administration de Joe Biden a choisi d'ouvrir une ambassade au Niger, indiquant clairement que la France est isolée. Au sein de l'Union européenne, les voies s'élèvent sur les dissensions avec la France sur son rôle néocolonial en Afrique et elles sont de moins en moins silencieuses.

3. ENTRE SPOILIATION DES RESSOURCES AFRICAINES, HUMILIATION, ET TRANSITION POLITIQUE AU SERVICE DES PEUPLES AFRICAINS

Les institutions africaines, fondant l'essentiel de leurs budgets sur l'apport des partenaires étrangers, publics ou privés, sont devenus des instruments de pouvoir non-africains. Les dirigeants africains sont alors à la merci de dirigeants occidentaux, dont certains se prenant pour « Jupiter » osent même « tirer les oreilles » d'un chef d'Etat africain du Burkina-Faso, en l'humiliant devant ses étudiants.

Certains chefs d'Etat africains sont devenus de véritables acteurs zélés de la défense des intérêts occidentaux, non sans s'assurer de leur maintien au pouvoir avec des financements qui se fondent sur l'impunité dans les transactions opaques. Les manque-à-gagner pour les populations africaines sont devenus tellement évidents que les Africains, conscients des enjeux africains dans le monde, commencent à se prendre en charge en identifiant clairement :

- d'une part, ceux qui défendent les intérêts collectifs des Africaines et Africains ; et
- d'autre part, ceux qui se comportent comme de véritables « traîtres ».

Cette prise de conscience en Afrique francophone se cristallise sur la politique française et ses échecs en Afrique. Le rôle des armées américaines est plus discret dès lors que les intérêts américains sont préservés ou que la part des certains pays comme la France sont récupérés dans le cadre de période de transition politique au service des Peuples africains. La spoliation des biens et ressources naturelles africaines que la France a empêché de transformer par l'industrialisation en une capacité de soutenir le commerce mondial et donc pour l'Administration Biden, la capacité à acheter des produits « Made in America » semble devenir un point d'achoppement entre les Etats-Unis et la France.

Encore faut-il que les nouveaux pouvoirs africains sincères envers les Peuples africains ne se fassent pas piéger en oubliant de continuer leur diversification de leurs partenaires dans le monde.

4. LA BATAILLE MÉDIATIQUE : PENSER EN TERMES DE SOUVERAINETÉ RETROUVÉE

C'est ainsi qu'en Afrique, les médias politiquement corrects ont subtilement mis l'accent sur le « rejet d'un coup d'Etat militaire » comme fondement de la démocratie à l'occidentale, c'est-à-dire, une démocratie fondée sur la contre-vérité des urnes.

Sauf que de nombreux médias occidentaux ou contrôlés par ces derniers ne sont souvent que l'émanation médiatique de la défense des intérêts des pays qui assurent leur financement. De nombreux propriétaires de Médias en France sont de vendeurs d'armes ou assurant la logistique pour faire perdurer les déstabilisations en Afrique. Il est difficile que ces dirigeants de médias fassent mieux qu'attiser le feu. L'instrumentalisation de l'information et sa diffusion en Afrique mais aussi dans les centres du savoir et d'analyse peuvent conduire de nombreux Africains à faire des analyses où la souveraineté africaine est subordonnée à la définition d'une démocratie à l'occidental.

Or, la lutte de souveraineté ne peut faire l'impasse sur la maîtrise de l'espace territorial, l'espace monétaire, financier et bancaire, et l'espace socio-culturel. Ce n'est qu'à cette condition que la



promotion de relations commerciales gagnant-gagnant entre les pays africains et les pays non-Africains peuvent se faire sur une base équitable. Alors, que chaque africaine et africain analyse toute information sous l'angle de la souveraineté, avant de la digérer ou de la rejeter...

5. LES SANCTIONS PAR PROCURATION VIA LA CEDEAO NE POURRONT PAS RÉSISTER À LA VAGUE SPIRITUELLE DU TSUNAMI DE LA SOUVERAINÉTÉ

Les crises dans le Sahel ne peuvent s'expliquer en faisant l'économie de rappeler l'histoire. Les autorités françaises oublient trop souvent de rappeler leur rôle dans la résolution des Nations Unies qui a conduit à la crise en Libye, puis au Sahel, en Centrafrique, au Mali, au Burkina-Faso et en Guinée, et maintenant au Niger, en attendant les autres à venir. Ce n'est pas en tentant maladroitement d'orienter les choix des Africains, que ce soit au niveau de la CEDEAO ou de l'Union africaine, que la volonté du Peuple africain d'organiser son autodétermination disparaîtra par enchantement. Il s'agit d'une vague telle un tsunami de la souveraineté.

Les sanctions unilatérales occidentales, notamment celles des pays membres de l'Organisation Transatlantique Nord (OTAN) contre la Fédération de la Russie semblent avoir permis des anticipations et des changements géostratégiques en termes de marché et des échanges. La politique du deux poids, deux mesures des Occidentaux où la souveraineté de l'Ukraine est supérieure à la souveraineté de la Centrafrique, du Mali, du Burkina-Faso, du Niger pose problème. Personne ne le comprend en Afrique. Cela relève même d'une forme subtile de « racisme » où la vie d'un Noir africain ne vaut pas la vie d'un Blanc en Ukraine.

Heureusement, les fondements de l'humanisme africain sont tellement profonds que cette différence de fait dans les actes de l'OTAN n'entament pas la vague de prise de conscience de l'usurpation de la souveraineté africaine. Peut-être même qu'il s'agit là d'un effet de levier qui risque de devenir contre-productif à terme pour ceux-là même qui organisent la déstabilisation du mode de fonctionnement des Africains, en étant incapables d'identifier quelques terroristes sur des motos dans le désert alors que les services de renseignements occidentaux savent précisément ce qui se passait dans les présidences allemandes ou françaises, pourtant leurs alliés.

Le cas des terroristes du *Jama'at Nusrat al-Islam wal Muslimeen (JNIM)* et affiliés qui signifie *Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM)* en français qui tuent les militaires comme les civils pour de l'argent d'où qu'il vienne pose problème. Il s'agit d'une organisation de plusieurs groupes terroristes qui se sont regroupés en 2017 et présentés comme des « salafistes-jihadistes affiliée à Al-Qaïda » qui tente d'imposer un Etat islamique dans le Sahel, sauf qu'aujourd'hui ce genre d'organisation semble « indétectable » par les satellites occidentaux. Alors à qui profite ces crimes et les déstabilisations en Afrique ? En filigrane, ces « terroristes » permettent à des armées étrangères à l'Afrique de s'imposer en Afrique et surtout d'avoir un hantise pour l'arrivée d'armées non-issues des rangs de l'OTAN. Il suffisait pourtant de soutenir les armées africaines effectivement.

Alors imposer des sanctions par procuration via la CEDEAO est un aveu d'impuissance des pays occidentaux, de la France en particulier malgré les émissaires soutenant la position française comme les Présidents africains : le Sénégalais : Macky Sall, l'Ivoirien, Alassane Ouattara , le Togolais, Faure Gnassingbé, le Béninois, Patrice Talon et bien d'autres. Tous ne pourront pas résister à la vague spirituelle du tsunami de la souveraineté car leur trajectoire ne repose pas sur la Maât ancestrale africaine.

Quelles que soient les justifications, ces sanctions sont contreproductives. Au Niger comme au demeurant au Mali, au Burkina-Faso et en Guinée, ces sanctions sont illégales. On ne sanctionne pas un pays enclavé, dixit les Nations Unies. On n'annonce pas que l'on veut entrer en guerre alors qu'il n'y



a aucune chance qu'une décision soit prise en ce sens au Conseil de sécurité de l'ONU, compte tenu du veto des pays comme la Russie et la Chine. Alors, il s'agit de « faire peur » à qui ? Les chefs d'Etat africains ont habitué les Africains à ce qu'ils mettent toujours la « charrue avant les bœufs », puis plus rien ? Non, une demande pour obtenir l'argent des Occidentaux qui ont compris ce double-jeu. Alors, la force en attente de la CEDEAO n'a qu'à attendre l'arrivée de l'argent des Occidentaux car avec le niveau de corruption et de non-transparence, l'efficacité d'une telle guerre occidentale sous-traitée à des chefs d'Etat africains qui n'aiment pas mouiller leur « boubou » risque d'avoir des résultats imprévus.

Aujourd'hui dans tous les cas de figures, une partie importante des populations africaines sont déterminées à aller à la confrontation pour retrouver leur souveraineté violée. la vague du tsunami de la souveraineté en Afrique est spirituelle. Les « athées » reconvertis en « laïques » n'y comprendront rien ! Ils verront néanmoins les changements s'opérer ! Une véritable mutation.

6. VERS L'EMERGENCE D'UNE COMMUNAUTE RÉGIONALE ET INTERDEPENDANTE DE SOUVERAINETÉ

Pour le Niger, les sanctions directs de la CEDEAO et indirects des pays Occidentaux contre le Niger ont des effets retours qui impactent les pays côtiers qui voient le chiffre d'affaires de leurs ports et les échanges intra-africains ralentir.

Alors de quelle efficacité faut-il parler ?

Les sanctions économiques illégales de la CEDEAO contre le Niger ont des conséquences économiques tant au Niger que dans les pays qui ont adopté ces sanctions. Depuis le 30 juillet 2023, toutes les transactions commerciales et financières entre les États membres de la CEDEAO et le Niger sont suspendues. La CEDEAO a mis en exécution la fermeture des frontières terrestres et aériennes avec le Niger. Dans les banques centrales de la CEDEAO, les avoirs de la République du Niger en franc CFA ont été gelés. Mais qui peut se permettre d'empêcher en dernier ressort la convertibilité des avoirs en Franc CFA du Niger en devises étrangères ? La France par le biais du contrôle du Trésor français sur le papier qui fait office de monnaie en zone franc : le Franc CFA. Or, il ne peut y avoir de souveraineté retrouvée si à un moment ou un autre, des alternatives opérationnelles des pays africains ne sont trouvées pour continuer à échanger avec le monde sans subir les fourches caudines de la France et des institutions dérivées.

La réalité est qu'avant de faciliter une libération du président Bazoum, la junte au pouvoir au Niger à la tête du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP), le Général Abdourahmane Tchiani, a choisi de dénoncer graduellement les accords militaires et financiers avec la France. Si la démission comme acte juridique de l'ex-Président Mohamed Bazoum ne semble pas être à l'ordre du jour, il faut croire que la déchéance programmée du Président déchu « *pour haute trahison et atteinte à la sécurité nationale* » devrait permettre une avancée en termes de « *fin de la gestion du Niger par procuration* ».

Le Niger de la souveraineté retrouvée a choisi la voie de la « transition politique » en optant pour un désengagement des liens de servitudes avec la CEDEAO, les pays non-amis. Pour ce faire, une stratégie de diversification avec des partenaires fiables à l'international, des forces alternatives à l'OTAN existantes au sein des pays dits du « BRICS » et surtout le soutien indéfectible du Peuple et de la société civile et de la Diaspora nigérienne. L'efficacité des sanctions se mesurera à la capacité à déstabiliser aussi les pays voisins du Niger et tributaires des échanges avec le Niger. Mais ces sanctions ne pourront plus réussir à changer la détermination de militaires-patriotes et panafricains qui ont décidés de mener le combat pour la souveraineté du Peuple africain, avec en filigrane l'émergence d'une structure régionale interdépendante entre le Mali, le Burkina, le Niger et même l'Algérie. Personne n'y a pensé



Afrocentricité Groupe d'influence
Afrocentricity Think Tank

www.afrocentricity.info
info@afrocentricity.info

encore. Mais l'institution sous-régionale en émergence pourrait bien conduire à une marginalisation précoce de la CEDEAO comme syndicat de chefs d'Etat africains agissant par procuration. Le tsunami de la souveraineté a des voies insondables qui remonte à l'histoire et la destinée des Africains.

La voie est ouverte pour l'émergence d'une communauté régionale et une confédération interdépendante de la souveraineté retrouvée en Afrique. YEA.

18 août 2023

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO

Directeur, Afrocentricity Think Tank

© Afrocentricity Think Tank